

Montreuil, le 11 Janvier 2011.



Communiqué:

Match Estrosi / délinquance des mineurs *le retour !*

C'est sans doute le blues de l'ancien ministre qui n'a plus sa voiture de fonction, il lui faut exister à l'Assemblée Nationale...

Christian Estrosi ne veut pas se faire distancer par ceux qui veulent des Etablissements! après sa sortie sur les minarets (avant son passage ministériel éclair), il enfourche son vieux cheval de retour : la délinquance des mineurs...

Au prétexte que quelques mineurs auraient caillassé des pompiers à Nice, ce qui est effectivement répréhensible, le voilà qui parle d'abaisser la majorité pénale à 16 ans au lieu de 18 ans aujourd'hui...

Les arguments les plus éculés ressortent, les statistiques les plus fausses aussi, pour donner une réponse nationale à un problème local et traduire dans une loi, l'émotion liée à un simple fait-divers

Nous ferons avec Monsieur Estrosi, quand il le voudra, le bilan de la casse des services sociaux et de la prévention dans son département!

Nous ferons avec lui le bilan de son Etablissement de Réinsertion Scolaire (ERS).

Nous ferons avec lui le bilan de la politique sécuritaire et de l'empilement des lois qu'il a voté depuis qu'il est parlementaire.

Il est temps que M.Estrosi se repose! Selon le ministère de l'Intérieur, comme celui de la Justice, la délinquance des mineurs baisse. Il n'y a jamais eu aussi peu de mineurs en prison, malgré l'application des peines « plancher » automatiques, de l'organisation des jugements à délai rapproché ou de l'absence de solutions alternatives qui conduisent à des incarcérations par défaut!

Cette baisse de la délinquance est même l'argument utilisé par le gouvernement pour fermer les hébergements de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et y casser des centaines de postes (388 en 2009 sur un total de 8 000 agents, plus encore en 2010 soit 10% des effectifs en 2 ans)...

Il semble que nos parlementaires ne sachent plus ce qu'il peuvent encore inventer dans le toujours plus sécuritaire...

A la CGT, nous leur proposons d'autres plus : plus d'emplois pour les jeunes, plus de formation, plus de couverture santé et plus de logements...

En un mot, nous voulons, une véritable politique de la jeunesse, qui résoudrait la question secondaire, celle de la délinquance des mineurs.

C'est le sens de notre combat!

Contact : Alain DRU.